

Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la sécurité dans les écoles des Caraïbes

Première réunion des ministres de l'éducation et des hauts responsables du secteur de l'éducation sur la mise en œuvre de l'Initiative mondiale pour la sécurité dans les écoles et le cadre global pour la sécurité dans les écoles

Avril 2017

Nous, ministres de l'Éducation des Caraïbes, hauts fonctionnaires du secteur de l'éducation et parties prenantes intéressées, ayant participé au Forum sur la sécurité dans les écoles des Caraïbes du 3 au 4 avril 2017 à Antigua, avons examiné les problèmes critiques ayant une incidence sur la gestion des risques de catastrophe et sa pertinence pour le secteur de l'éducation dans la région des Caraïbes :

1. Réaffirmons le droit à une éducation de qualité et inclusive pour tous.
2. Reconnaissons que la situation géographique et les opportunités de développement de notre région des Caraïbes influent sur notre exposition et notre vulnérabilité aux aléas anthropiques, naturels ou socio-naturels susceptibles de provoquer des catastrophes.
3. Reconnaissons les menaces que le changement climatique et la variabilité climatique représentent pour les pays des Caraïbes et, notamment, pour le secteur de l'éducation.
4. Reconnaissons les opportunités que le changement climatique et la variabilité climatique représentent pour stimuler le développement durable.
5. Réaffirmons les recommandations du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, Stratégie et cadre de programmation de la Gestion globale des catastrophes dans les Caraïbes (2014-2024), les Orientations de Samoa, les Objectifs de développement durable, l'accord de Paris sur le changement climatique et autres déclarations pertinentes.
6. Adhérons au cadre intégré pour la sécurité dans les écoles et le programme caribéen modèle de sécurité dans les écoles en tant qu'approches internationalement reconnues pour réduire les risques liés à des aléas divers dans le secteur de l'éducation.
7. Notons les progrès réalisés par les pays des Caraïbes pour incorporer la gestion des risques de catastrophe dans les programmes académiques à tous les niveaux, ce qui met en évidence le développement de compétences et de matériels pédagogiques appropriés.
8. Soulignons l'importance d'adopter des approches harmonisées qui renforcent la réduction des risques de catastrophe dans le secteur de l'éducation en utilisant des méthodologies et des outils cohérents adaptés au contexte des nations des Caraïbes.

9. Insistons sur la nécessité de mettre en œuvre des politiques garantissant la viabilité des infrastructures éducatives nouvelles et existantes et qui soient :
 - i. Entièrement accessibles à tous, en particulier pour les personnes à capacités différentes ;
 - ii. Construites et entretenues conformément aux directives, normes et codes de construction en matière de gestion des risques aux niveaux national, régional et international.

7. Reconnaissons la nécessité d'assurer un suivi adéquat pour accompagner et mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des points identifiés dans la feuille de route sur la sécurité scolaire.

Sur la base de ce qui précède, nous, ministres de l'Éducation des Caraïbes et hauts fonctionnaires concernés par le secteur de l'éducation, nous engageons à :

1. Participer à l'Initiative mondiale pour la sécurité dans les écoles (WISS, en anglais), qui regroupe plusieurs parties prenantes, en soutenant la mise en œuvre du Cadre global pour la sécurité dans les écoles et du Programme modèle pour la sécurité dans les écoles dans les Caraïbes pour les établissements publics et privés à tous les niveaux ;
2. Développer la résilience dans le secteur de l'éducation ;
3. Trouver des ressources financières et autres auprès de la communauté nationale, régionale et internationale, les secteurs privé et public, pour supporter le renforcement des efforts de RRC liés au secteur de l'éducation ;
4. Coordonner avec les organismes nationaux et régionaux de gestion des catastrophes l'intégration des principes de la gestion intégrée des catastrophes dans les politiques et les plans d'éducation et veiller à l'alignement sur les stratégies nationales et régionales existantes de réduction des risques de catastrophe et de renforcement de la résilience face au changement climatique ;
5. Renforcer les mécanismes de coordination et de coopération entre les parties prenantes aux niveaux communautaire, national, régional et international ;
6. Renforcer la collaboration entre les ministères de l'Éducation des Caraïbes avec les entités du secteur privé, les organisations non gouvernementales et d'autres entités régionales et internationales concernées.
7. Définir et mettre en place un cadre permettant de suivre et de mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des actions identifiées dans la feuille de route sur la sécurité scolaire à autoriser par le ministre de l'Éducation.

Nous remercions le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda, en particulier le ministère de l'Éducation, de la Science et de la Technologie, ainsi que l'unité de coordination du CDEMA, la FICR, le GECS, l'UNESCO, l'UNICEF, l'UNISDR, Save the Children, le réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE), l'Agence autrichienne de développement (ADA) et les Pays-Bas, pour l'organisation de ce forum et les invitons à faire tout leur possible pour diffuser et soutenir cette

déclaration et cette feuille de route régionale sur la sécurité dans les écoles dans la région des Caraïbes.

Nous approuvons cette déclaration et cette feuille de route sur la sécurité dans les écoles, conformément aux accords conclus le 3 avril 2017 à Antigua.

Approuvé et signé par :

M. Michael Browne
Ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie, Antigua-et-Barbuda

Mme. Rhonda Connor,
Ministère de l'Educación, Anguilla
M. Alfonso Clovis Núñez Leguen,
Ministère de l'Éducation, Cuba

M. Marcel Hutson,
Ministère de l'Éducation, Guyane

Dr. Marcia Potter
Ministère de l'Éducation et de la Culture des îles Vierges

Mme. Melena Fontaine
Ministère de l'Éducation, Dominique

M. Delmaude Ryan,
Ministre de l'Éducation nationale, Montserrat

M. José Miguel Martínez Guridy,
Ministre de l'Éducation République Dominicaine.

M. Shawn Richards,
Ministère de l'Éducation, Saint-Christophe-et-Niévès

Mme. Deborah Alexander Charles
Ministère de l'Éducation, la réconciliation et les affaires ecclésiastiques, Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Dr. Gale Tracy Christiane Rigobert,
Ministère de l'Éducation, l'innovation, les relations entre les sexes et le développement durable, Sainte-Lucie

M. Edgar Howell
Ministère de l'Éducation, de la jeunesse, des sports et des services de bibliothèque, Îles Turques-et-Caïques

Avec le soutien de :

Elizabeth Riley, CDEMA

Yoshabel Durand, OECO

Katherine Grigsby, UNESCO

Unai Sacona, UNICEF

Sandra Amlang, UNISDR

Barbara Carby, Présidente du sous-comité du secteur éducatif de la gestion des catastrophes